



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Discours de Bruno Le Maire sur la stratégie nationale pour le Cloud

**Lundi 12 septembre 2022**

*Strasbourg*

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 20



Monsieur le Commissaire européen, cher Thierry,  
Monsieur le Ministre, cher Jean-Noël,  
Cher Octave, cher Michel.

Merci à tous les élus qui sont présents aujourd'hui, en particulier mon ami, le président Frédéric Bierry, que je salue chaleureusement, les députés, sénateurs, conseillers régionaux. Merci à tous de votre présence.

Un petit mot d'amour pour le territoire alsacien. Chacun sait que je suis toujours heureux quand je suis sur le territoire alsacien. Puis, je constate qu'à chaque fois que je viens en Alsace, à Strasbourg ou ailleurs, il fait beau, il fait chaud et les cœurs s'ouvrent, symbole de ce territoire auquel chacun le sait, je suis profondément attaché.

Je crois que beaucoup de choses ont déjà été dites. Donc je vais me contenter de quelques remarques générales pour que nous prenions tous ensemble la mesure de ce que représentent les données et l'importance à laquelle nous attachons à cette inauguration d'un nouveau datacenter grâce à OVH.

Chacun doit bien comprendre — et je m'exprime cette fois comme ministre de l'Économie — que les données sont le nouvel or noir économique et que c'est à partir de ces données que se crée la richesse, à partir de ces données que se crée l'indépendance, à partir de ces données que se crée l'innovation.

Plus vous avez de données, plus vous alimentez votre intelligence artificielle, plus vous pouvez avoir demain une intelligence artificielle performante. Or, comme l'intelligence artificielle est probablement un des grands moteurs de l'économie de demain et un des grands moteurs de la souveraineté, maîtriser ses données, c'est maîtriser l'avenir.

Maîtriser ses données, c'est maîtriser la prospérité économique. Tous ceux qui laissent filer leurs données laisseront filer leur prospérité, leur souveraineté et leur indépendance. Donc je crois que chacun doit bien prendre la mesure de ce qui se joue.

Je regrette malheureusement ce terme de "cloud", une espèce de terme, c'est le cas de le dire, un petit peu nuageux, insaisissable. Mais la réalité, c'est que derrière c'est du grand concret, ce sont des installations, ce sont des emplois, ce sont des technologies, et c'est la possibilité de réussir ou d'échouer économiquement.



Donc l'enjeu est absolument considérable et nous devons en prendre toute la mesure et accélérer pour rattraper le petit retard à l'allumage que nous avons souvent en Europe, cher Thierry, mais que nous savons combler dès lors que nous y mettons tous les moyens nécessaires. Et je crois que, sous l'impulsion du président de la République, c'est ce qui a été fait depuis maintenant cinq ans.

L'enjeu est aussi un enjeu culturel. Chacun voit bien que sur cette bataille des données, qui est une bataille économique majeure, vous avez différents modèles qui s'affrontent. Vous avez le modèle américain, poussé par les grands acteurs du numérique, et je ne dis pas ça pour l'administration de Joe Biden, je dis ça pour l'écosystème américain.

L'écosystème américain du numérique que nous connaissons bien avec Jean-Noël Barrot, que nous avons rencontré à de multiples reprises depuis des années, c'est, dans le fond, l'affirmation du numérique doit signifier le retrait des Etats. C'est ça leur grande idée. La liberté est totale ou elle n'est pas, et donc il ne doit plus y avoir de lois, plus y avoir de règles, plus y avoir d'Etat. Le monde numérique va substituer au monde des Etats, un monde de liberté absolue, avec tout ce que cela veut dire de conflits, de rapports de force, d'injustices, de révélations, de menaces.

C'est un monde, je le dis très clairement, dont nous ne voulons pas. Car un monde sans régulation serait un monde de conflits. Et dans le conflit, c'est toujours le plus faible qui trinque. Or nous, notre modèle de société est un modèle qui protège les plus faibles, est un modèle qui protège ceux qui n'ont pas forcément les mêmes richesses, les mêmes connaissances. Nous ne voulons pas de ce modèle totalement libertaire, je crois d'ailleurs que la nouvelle administration américaine s'en est aussi éloignée.

De l'autre côté, vous avez le modèle chinois. Alors là, c'est le modèle radicalement inverse. C'est un modèle de prise de contrôle du numérique. Puisque le numérique nous menace, eh bien, prenons le contrôle du numérique. C'est ce qu'a annoncé l'administration chinoise concernant les algorithmes d'intelligence artificielle. C'est là aussi un modèle qui ne nous convient pas. Au milieu, vous avez un modèle d'équilibre. Et ce qui caractérise l'Europe, ce qui caractérise cette terre alsacienne aussi qui est au cœur de l'Europe, ce qui caractérise la France, c'est l'équilibre.



Quand je vois tant de passions dans la vie politique actuelle, je me dis que nous nous éloignons de ce que nous sommes profondément comme peuple. Nous sommes un peuple d'équilibre et l'équilibre, c'est ce que nous voulons aussi pour le modèle numérique.

Comment est-ce qu'on peut le définir ? Ce modèle européen du numérique, il repose, à mon sens, sur 3 grands piliers.

Le premier c'est effectivement la protection. Protection ne veut pas dire protectionnisme. On nous a suffisamment reproché de travailler avec les grands acteurs américains dans des offres dites "hybrides" pour que l'on ne nous reproche pas le protectionnisme ? Non, nous ne sommes pas protectionnistes mais nous voulons protéger un certain nombre de données qui sont sensibles.

Cela peut être des données de santé. Personne n'a envie que ses données de santé soient répandues aux 4 vents. Cela peut être des données stratégiques d'entreprises. Personne n'a envie que les données de fabrication d'un Airbus ou d'un TGV ou d'un satellite ou d'Ariane soient diffusées à travers toute la planète. Je pense que ce serait un danger pour notre souveraineté. Donc, nous voulons protéger. C'est le premier élément. C'est le cloud. C'est le sens de l'inauguration d'aujourd'hui.

Le deuxième pilier de ce modèle c'est la régulation. Et là, je voudrais rendre un hommage appuyé à un grand commissaire européen que nous avons la chance d'avoir parmi nous aujourd'hui, Thierry Breton, parce que si nous sommes parvenus à un accord sur la régulation des places de marché, la régulation des données, la fameuse directive DSA et DMA pour avoir une concurrence équitable sur le marché numérique, nous le devons à la volonté de deux hommes : le président de la République française et le commissaire français à la Commission européenne Thierry Breton et je voudrais que vous applaudissez pour le remercier de son engagement.

Protection, régulation. Le troisième pilier c'est l'innovation. Arrêtons de dire que les Américains innoveront et que les Européens réguleront. Je dis, moi, j'en ai un peu ras-le-bol d'entendre dire ça matin, midi et soir parce que c'est totalement faux et que ça ne correspond absolument pas à notre vision de l'avenir numérique. Nous voulons innover. Innover à la fois sur les technologies, innover sur les semi-conducteurs.



Nous venons d'obtenir après 4 ans de batailles industrielles considérables que Globalfounderies viennent s'installer à Grenoble avec STMicro pour réaliser des semi-conducteurs qui seront au top du top de ce qui se fait dans le monde en termes de finesse de gravure.

L'innovation, je l'ai vu ici tout à l'heure, cela veut dire aussi innover pour accélérer la lutte contre le réchauffement climatique. Je suis très fier d'inaugurer un datacenter qui ne consomme pas des milliers de kilowattheures pour faire tourner une climatisation et qui a préféré une solution plus respectueuse de l'environnement, innovante, qui passe par le refroidissement liquide qui est moins consommateur d'énergie, plus efficace, plus respectueux de la planète.

Innover, c'est aussi faire le maximum pour lutter contre le réchauffement climatique et conjuguer la réussite économique et le respect de l'environnement. Ce qui est probablement le grand défi des décennies à venir. Il y a ceux qui vous disent que ça arrive aussi à Strasbourg, qu'il faut aller vers la décroissance : consommer moins, produire moins, se restreindre plus, vivre moins bien.

Je sais que ces discours peuvent être entendus dans les parages. Ce ne sera jamais le nôtre parce que je ne veux pas que mes enfants ou mes petits enfants vivent moins bien que moi. Je ne veux pas qu'ils aient accès à des médicaments qui soient moins performants.

Avec le président de la République, nous nous sommes fixés un défi 1 000 fois plus difficile. Pas la décroissance, mais la croissance respectueuse du climat, la croissance capable de conjuguer prospérité et respect de la planète. Croyez-moi, c'est un défi autrement plus ambitieux, mais à mon avis autrement préférable, désirable pour nos compatriotes et pour nos enfants.

Tout cela passe par la souveraineté numérique. Cette souveraineté, elle va nous amener à avancer dans 3 directions que je mentionne très rapidement. D'abord, si l'on veut être souverain, je le disais tout à l'heure, il ne faut pas qu'on nous pique nos données. Pardon de vous dire les choses aussi simplement, mais le sujet est tellement complexe. J'ai mis des années à commencer à y comprendre quelque chose puisque je suis davantage spécialiste de Marcel Proust que des données numériques. Mais je m'y suis mis depuis des années.



J'ai écouté les ingénieurs et j'ai compris une chose toute simple, c'est que pour être souverain, il ne fallait pas accepter que quelque puissance que ce soit nous vole nos données. Je suis opposé au principe d'extraterritorialité américain. Je l'ai toujours combattu et je continuerai à le combattre. Je ne vois pas au nom de quoi, au nom de qui, nous accepterions que la justice américaine puisse se saisir de données qui sont essentielles pour notre souveraineté et pour notre indépendance.

Pour le dire plus simplement et reprendre les mots du commissaire européen, charbonnier est maître chez soi. Donc ne venez pas toucher à nos données, elles nous appartiennent. Et il est bon que sur le territoire national, ce soit la loi nationale qui s'applique et pas la loi américaine. Et il serait bon que nos partenaires européens comprennent tous unanimement que sur le territoire européen il est bon que ce soit la loi européenne qui s'applique. Et que personne, même une grande puissance alliée, même des amis les plus proches, ne peuvent pas avoir le droit de saisir nos données.

C'est le sens de la labellisation SecNumCloud qui offre le niveau de garantie le plus élevé. Et je sais que, comme il y a des interrogations sur ces données sensibles, pour savoir quelles sont ces données sensibles, il est nécessaire de préciser de manière administrative et rigoureuse ce que sont ces données sensibles. Nous préciserons ce que sont ces données sensibles par voie de circulaire dans les semaines qui viennent pour garantir à tous les opérateurs, qu'ils soient publics ou qu'ils soient privés, la protection face au principe d'extraterritorialité américain.

Nous apporterons ensuite, c'est le deuxième aspect de la souveraineté, un soutien aux administrations qui ont aujourd'hui parfois un peu de mal à savoir comment s'engager dans cette souveraineté numérique et comment avoir ce label SecNumCloud. Je sais que c'est encore trop complexe. Elles auront l'appui de la Direction Interministérielle du Numérique (DINUM). Je souhaite également que les entreprises privées s'engagent davantage dans la sécurisation de leurs données. Et je pense qu'il faut d'abord partir sur une base volontaire. Mais je le dis avec beaucoup de gravité, si jamais nos entreprises qui ont des données extraordinairement sensibles ne se saisissaient pas librement de cette offre de sécurisation de leurs données, je ne peux pas exclure que, à un moment ou à un autre, nous en venions à une norme obligatoire pour protéger notre souveraineté industrielle et protéger notre indépendance.



Enfin, pour animer tous ces débats, s'assurer que la filière avance dans la bonne direction, il y a un troisième point qui est très important, c'est qu'il y ait un lieu où se réunir, où discuter, où les entreprises puissent échanger.

Nous avons besoin d'un comité stratégique de filière sur le numérique de confiance. Je vous annonce donc que nous créerons un comité stratégique de filière sur le numérique de confiance et je vous annonce également que ce comité stratégique de filière sera présidé par Michel Paulin, que vous pouvez d'ailleurs applaudir pour sa nomination.

Un tout dernier mot enfin, j'ai parlé de souveraineté numérique, je suis également ministre de la souveraineté industrielle. Et vous voyez bien que les deux vont ensemble. Je redis à quel point le cloud n'est pas une notion éthérée, que derrière c'est de l'inox, de l'aluminium, du béton, des outils technologiques, des infrastructures et donc de l'industrie.

La reconquête industrielle reste une priorité du quinquennat d'Emmanuel Macron, comme elle a été une priorité au cours du quinquennat passé, avec des résultats concrets puisque pour la première fois depuis 20 ans nous créons plus d'usines que nous en fermons et nous avons un solde net de création d'emplois industriels qui est positif.

Mais pour que cette reconquête industrielle s'accélère, il faut là aussi remplir des conditions qui sont simples mais exigeantes.

La première, c'est de gagner la bataille culturelle. On parle beaucoup de formation, de qualification, voilà, quand je parle à Michel ou que je parle à ses ingénieurs, et je peux aller n'importe où dans n'importe quelle usine de France, dans n'importe quel secteur industriel, on dira la même chose. Nous ne trouvons pas les compétences, ça peut être un soudeur, ça peut être un technicien, ça peut être un ingénieur. Et pourquoi est-ce qu'on ne trouve pas ces compétences ? Ce n'est pas uniquement que les CFA ne feraient pas bien leur travail. Ce n'est pas vrai. Les CFA font leur boulot, les entreprises font leur boulot, les départements font leur boulot, les régions font leur boulot. Mais aujourd'hui, l'image de l'industrie reste encore trop datée, pour ne pas dire dégradée.



INDUSTRIE FAUT GAGNER LA BATAILLE CULTURELLE SUR L'EMPLOI INDUSTRIEL POUR MONTRER QUE ÇA N'A RIEN À VOIR AVEC CE QUE C'ÉTAIT IL Y A QUELQUES DÉCENNIES ET QUE S'ENGAGER DANS L'INDUSTRIE, C'EST RÉUSSIR SA VIE PROFESSIONNELLE.

Le deuxième combat qu'il faut mener, c'est celui sur l'innovation, le maintien du crédit impôt recherche, le maintien de toutes ces aides qui permettent aujourd'hui à la France d'être la terre la plus attractive en Europe pour les investissements étrangers.

Enfin, il y a un troisième point et je voulais le mentionner parce qu'il fait l'actualité économique aujourd'hui, c'est continuer à baisser les impôts de production qui pèsent sur l'industrie. J'ai annoncé ce matin que nous ferions la baisse des impôts de production (CVAE) en deux temps, c'est 8 milliards d'euros. Donc il n'est pas illégitime de le faire en deux temps : 4 milliards en 2023, 4 milliards en 2024.

Ce n'est pas illégitime du point de vue des finances publiques, car, ministre de la Souveraineté industrielle, je suis aussi ministre des Finances. Ce qui permet de garder le bon équilibre entre la baisse des impôts qui est indispensable, surtout les impôts de production et le rétablissement des finances publiques qui est tout aussi indispensable. J'ai donc proposé à la Première ministre, au président de la République, de faire cette baisse d'impôts en deux temps. Elle sera faite en deux temps, mais pardon de le dire avec autant de simplicité, elle sera faite et cette baisse sera inscrite dès le budget 2023.

Nous inscrirons la baisse de 23 et de 24 pour qu'il y ait une trajectoire. Et à tous ceux qui doutent, tous les Saint Thomas de l'économie, qui vous disent : mais ils ne le feront jamais. On peut nous faire tous les reproches, mais certainement pas le reproche de ne pas tenir notre parole du point de vue de la baisse des impôts.

Cette majorité et le président de la République avaient promis en 2017, que nous ramènerions l'impôt sur les sociétés de 33,3 à 25 en 2022, et contre vents et marées, malgré les tempêtes, malgré le Covid, malgré la crise de l'inflation, nous avons tenu parole.

Donc quand je dis et que j'affirme que nous baisserons les impôts de production à nouveau, et que nous supprimerons totalement la CVAE, non pas en un an mais en deux, je pense qu'on a tous raison de me croire et de croire la parole du Président de la République.

Voilà les petits bouts d'actualité que je voulais vous dire aussi. En tout cas merci à toutes et à tous de votre accueil. Longue vie à OVH et vive le cloud souverain !